

Texte du postulat du 4 décembre 1985

La Commission de documentation est invitée à revoir la formule des revues de presse faites par le service de documentation de l'Assemblée fédérale.

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

In der Botschaft vom 17. Januar 1967 zum Entwurf eines Bundesbeschlusses über den Dokumentationsdienst der Bundesversammlung hat der Bundesrat folgendes festgehalten:

«Für das Parlament von Interesse sind aber auch wichtige Stellungnahmen zu allgemeinen politischen Fragen. Auch diese wird der Dokumentationsdienst verfolgen und sie dem Parlament – je nach den Umständen ungekürzt oder nur auszugsweise – zugänglich machen. Als staatspolitisch besonders wertvoll erachten wir es, dass dabei den Ratsmitgliedern der einen Sprachgruppe auch Stimmen aus den übrigen Sprachgruppen zur Kenntnis gebracht werden.» Statt dem Parlament nur die «wichtigen Stellungnahmen» zuzustellen, ist der Dokumentationsdienst dazu übergegangen, Presseschauen zu verteilen, die immer umfangreicher sind und in denen die wichtigen Artikel mit Zeitungsausschnitten vermengt sind, deren Lektüre zur Beurteilung eines Entwurfs des Bundesrates nicht unerlässlich ist. Milzparlamentariern ist es kaum möglich, das Wesentliche vom Nebensächlichen zu trennen. Es fehlt ihnen auch an Zeit und Musse, umfangreiche Unterlagen zu lesen.

Da die Presseschauen als geheftete Sammlungen fotokopierter Artikelmontagen im A4-Format erscheinen und die Seiten nicht herausgetrennt werden können, lassen sich die wirklich wichtigen Artikel nicht beiseite legen.

Diese Situation hat zu zunehmender Kritik geführt. Die Dokumentationskommission wird deshalb beauftragt, für die Presseschauen ein neues Konzept auszuarbeiten. Zahl und Umfang sind herabzusetzen, und die Presseschauen sollen sich auf die wirklich wichtigen Stellungnahmen beschränken. Der Zweck, den man sich am Anfang gesetzt hat, wird auch so gut erfüllt.

Lassen die Pressekommentare eine Frage nicht in einem neuen Licht erscheinen, so sollte der Dokumentationsdienst von Presseschauen absehen.

Ganz allgemein muss der Dokumentationsdienst zur Erleichterung des Verständnisses darauf achten, dass seine Dokumentationen von Analysen und Synthesen begleitet sind.

Das Schwergewicht sollte auf der Qualität und nicht auf der Quantität liegen.

*Schriftliche Erklärung des Büros**Déclaration écrite du Bureau*

Das Büro beantragt dem Rat, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

86.301

**Interpellation der liberalen Fraktion
Konferenz der frankophonen Länder
Interpellation du groupe libéral
Sommet des pays francophones**

Wortlaut der Interpellation vom 3. März 1986

Wir stellen dem Bundesrat die folgenden Fragen:

1. Weshalb hat er, nachdem er entsprechend der bisherigen Praxis eine Teilnahme an der Konferenz der frankophonen Länder abgelehnt hatte, seine Meinung geändert und zwei Beobachter nach Versailles entsandt?

2. Welche Lehren hat er aus der Teilnahme im Beobachterstatus gezogen?

3. Welche Folge gedenkt er den Projekten zu geben, die in Versailles zur Sprache kamen?

4. Was wird er unternehmen, damit Ministerkonferenzen, an denen Vertreter verschiedener Staaten teilnehmen, nicht als Zusammenkünfte verstanden werden können, die allein wegen der gemeinsamen Zugehörigkeit zu einem bestimmten Sprachgebiet einberufen worden sind?

Texte de l'interpellation du 3 mars 1986

1. Pour quels motifs, après avoir décidé, conformément à sa pratique constante, de ne pas participer à la Conférence des pays francophones, le Conseil fédéral a-t-il changé d'avis et a-t-il envoyé deux observateurs à Versailles?

2. Quels enseignements a-t-il tiré de cette participation en tant qu'observateur à ladite Conférence?

3. Quelle suite souhaite-t-il donner aux projets évoqués à Versailles?

4. Quelles mesures prendra-t-il pour que des Conférences ministérielles tenues entre représentants de différents Etats ne puissent être interprétées comme des réunions engendrées par l'appartenance commune à une zone linguistique?

*Sprecher – Porte-parole: M. Cavadini**Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Le Conseil fédéral avait décidé de ne pas accepter l'invitation qui lui avait été lancée par la France à participer à la Conférence des pays francophones. Au reste, il faut admettre que la forme donnée à cette invitation présentait des aspects peu acceptables tant on sentait la hâte, voire la désinvolture. En outre, ce sommet des Etats francophones s'inscrivait à une date proche d'une campagne électorale dans laquelle le président de la République française tient à s'engager très personnellement.

L'attitude du Conseil fédéral pouvait donc se justifier tant il est vrai que les fondements de notre Etat ne reposent pas sur les références linguistiques. Enfin, 41 représentants d'Etats et de gouvernements étrangers auraient très évidemment les plus grandes difficultés à limiter leurs intérêts et leurs interventions aux seules questions linguistiques et culturelles. On en eut immédiatement la preuve quand on vit éclore des propositions visant à «changer la face du monde» pour le président de la République démocratique de Madagascar, et tendant à «condamner le sionisme» d'après l'observateur vietnamien. On peut ajouter qu'on traita en outre du désendettement du tiers monde et l'on exprima sa réprobation à l'endroit de l'apartheid.

Or, le Conseil fédéral, cédant peut-être à certaines pressions, revint sur sa décision de s'abstenir de participer à la Conférence des pays francophones et délégua deux observateurs en la personne de M. Edouard Brunner, Secrétaire d'Etat et M. François de Ziegler, ambassadeur de Suisse en France. Ces péripéties revêtent une certaine importance politique.

Au reste, nous observons une ambiguïté regrettable quand un représentant au Conseil fédéral prend part à des conférences techniques mais qui ne regroupent que des ministres de langue allemande. La presse est encline à parler de «conférences germanophones» alors que les problèmes abordés intéressent à l'évidence d'autres interlocuteurs également.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 28. Mai 1986**Rapport écrit du Conseil fédéral du 28 mai 1986*

Comme le Conseil fédéral l'a souligné en réponse aux interpellations Friedli (18 décembre 1985 – Sommet francophone) et de Chastonay (18 décembre 1985 – Conférence des pays francophones) ainsi qu'au postulat Gehler (19 décembre 1985 – Représentation suisse à un «sommet francophone»), les autorités fédérales ont eu à se prononcer, en décembre 1985 et en janvier 1986, sur deux objets

distincts, ressortissant à des enceintes officielles différentes.

Le chef du Département fédéral des affaires étrangères a décliné l'invitation tardive de participer en décembre 1985 à une réunion ministérielle tenue dans le cadre de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT), cela en raison de la non-appartenance de la Suisse à cette organisation. L'invitation au sommet de la francophonie, adressée au président de la Confédération, en janvier 1986, ne faisait pas référence à l'ACCT. Le Conseil fédéral, qui n'avait pas eu à se prononcer jusque là sur ce sujet, a constaté que la convocation d'un tel sommet, le premier du genre, offrait l'occasion d'élargir les contacts entre pays francophones en abordant à haut niveau un certain nombre de problèmes qui leur sont communs, notamment en matière de défense de la culture et de la langue française. Le Conseil fédéral a donc estimé utile de s'informer sur les positions prises par les pays participant au sommet, notamment en matière de médias, d'informatique, de communications, de création et de diffusion d'oeuvres littéraires. Il n'a en revanche pas souhaité traiter, dans le cadre d'une telle assemblée réunie sur la base du seul critère linguistique, de problèmes politiques. C'est pourquoi il a décidé que la Suisse participerait au sommet avec le statut d'observateur.

Le déroulement et l'issue du sommet mènent à penser qu'une telle décision se justifiait pleinement. Le statut d'observateur, sans lier la Suisse aux quelques aspects politiques excessifs de la réunion, aura néanmoins démontré son intérêt pour la substance de la francophonie. Dans cet esprit, plusieurs des projets qui y ont été annoncés sont susceptibles de nous intéresser directement, notamment ceux qui touchent spécifiquement la langue et les techniques de communication. Le Conseil fédéral a chargé les services fédéraux compétents de suivre le développement de ces projets et d'examiner, d'entente avec les instances cantonales et privées concernées, l'opportunité d'une participation suisse, et de lui présenter le moment venu des propositions concernant les modalités d'une telle participation. Les autorités françaises, pour leur part, nous ont assuré que nous serions tenus informés des travaux du «Comité du suivi» mis sur pied à la suite du sommet.

Dans le futur et de manière générale, les autorités fédérales continueront à éviter d'introduire des critères linguistiques comme facteur de politique étrangère. Cela vaut dans le cadre de la francophonie, où nous nous concentrons sur les aspects culturels et techniques, tout autant que dans d'autres réunions, notamment les conférences ministérielles spécialisées réunissant les ministres de RFA, d'Autriche et de la Suisse responsables de la politique économique extérieure et des transports et de l'environnement. Ces dernières ont pour critère les relations de voisinage et demeurent ouvertes aux ministres d'autres Etats qui voudraient y participer, comme ce fut le cas cette année du ministre italien des transports, présent à la réunion quadripartite des ministres des transports qui s'est tenue à Zurich le 1er février 1986.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

86.315

Interpellation Carobbio
Ermordung eines Schweizers in Nicaragua
Interpellanza Carobbio
Assassinio di uno svizzero in Nicaragua
Interpellation Carobbio
Assassinat d'un ressortissant suisse
au Nicaragua

Wortlaut der Interpellation vom 4. März 1986

Wie sämtliche Medien berichteten, wurde am Sonntag, 16. Februar 1986, Maurice Demierre, Mitarbeiter von «Brüder ohne Grenzen», in Nicaragua zusammen mit nicaraguanischen Frauen und Kindern von Contras ermordet. Dies ist ein schwerer, abscheulicher terroristischer Akt gegen Zivilpersonen.

Bekanntlich werden die Contras direkt und indirekt von den Vereinigten Staaten ausgerüstet. Gerade in den Tagen, in denen der Schweizer Entwicklungshelfer ermordet wurde, beantragte der Präsident der Vereinigten Staaten dem amerikanischen Kongress die Bereitstellung von weiteren 100 Millionen Dollar zur Unterstützung der Contras. Diese Hilfe ist eine inakzeptable Einmischung in die inneren Angelegenheiten Nicaraguas.

Unter diesen Umständen ist die amerikanische Erklärung, Demierre sei das Opfer einer Bombe der Sandinisten und nicht der Contras geworden, nicht nur falsch, sondern ausserdem provozierend und unannehmbar. Die Schweiz muss sie entschieden zurückweisen.

Die Unterzeichnenden fordern den Bundesrat auf:

- a. offiziell klarzustellen, wie es zur Ermordung des Schweizer Entwicklungshelfers gekommen ist und wer dafür verantwortlich ist;
- b. zu sagen, ob er es nicht als nötig erachtet, offiziell und in aller Form gegen die amerikanische Darstellung der Ereignisse zu protestieren;
- c. zu sagen, ob er es nicht als nötig erachtet, gegen die terroristischen Aktivitäten der Contras und gegen die direkte und indirekte Einmischung der USA in Nicaragua Stellung zu nehmen;
- d. bekanntzugeben, was er zu unternehmen gedenkt, um zu einer politischen Lösung in Zentralamerika beizutragen, die das Recht Nicaraguas auf Unabhängigkeit und Selbstbestimmung respektiert?

Testo dell'interpellanza del 4 marzo 1986

Come tutti gli organi di informazione hanno riferito domenica 16 febbraio, Maurice Demierre, cooperante di «Frères sans frontières» in Nicaragua, è stato assassinato da un gruppo militare dei «contras» insieme a donne e bambini nicaraguensi. Si è trattato di un grave e inqualificabile atto di terrorismo contro civili. E noto che i «contras» sono armati direttamente e indirettamente dagli Stati Uniti. Del resto, negli stessi giorni in cui il cooperante svizzero veniva assassinato, il presidente degli Stati Uniti chiedeva al Congresso americano lo stanziamento di ulteriori 100 milioni di dollari di aiuto ai «contras». Aiuti che costituiscono un'ingerenza inammissibile negli affari interni di un paese terzo come il Nicaragua. In queste condizioni la dichiarazione da parte americana, secondo la quale Demierre sarebbe stato vittima di una bomba depositata dai sandinisti e non dei «contras» è, oltre che inveritiera, provocatoria e inaccettabile. Essa deve essere respinta da parte della Svizzera.

Tenuto conto di tutto ciò i sottoscritti chiedono al Consiglio federale:

- a. di illustrare ufficialmente come si sono svolti i fatti che hanno portato all'assassinio del cooperante svizzero e di chi sono le responsabilità,

Interpellation der liberalen Fraktion Konferenz der frankophonen Länder

Interpellation du groupe libéral Sommet des pays francophones

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1986
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.301
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.06.1986 - 08:00
Date	
Data	
Seite	966-967
Page	
Pagina	
Ref. No	20 014 438

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.